

CITIZEN

ÉVASION FISCALE ET DÉVELOPPEMENT

Le droit de savoir

woxx/stop paradis fiscaux

Des ONG du monde entier se mobilisent pour le journaliste Édouard Perrin et le lanceur d'alerte Antoine Deltour.

Réunis du 5 au 7 mai à l'occasion d'une conférence internationale sur le financement du développement à Copenhague, des ONG du développement du monde entier se sont réunies le jeudi après-midi devant l'ambassade du Luxembourg au Danemark pour demander plus de transparence fiscale et afficher leur soutien au journaliste Édouard Perrin et au lanceur d'alerte Antoine Deltour, les deux principaux protagonistes du scandale Luxleaks.

La conférence, organisée par le réseau international Eurodad avec l'appui de l'organisation danoise de solidarité et d'éducation au développement IBIS, se tient tous les deux ans et réunit quelques centaines de responsables et de militant-e-s de la société civile venant de tous les coins du monde pour faire le point sur les questions du financement du développement, de la dette, de la justice fiscale, du rôle des finances privées et des institutions monétaires internationales.

Édouard Perrin est le journaliste qui a joué un rôle clé dans le scandale « Luxleaks » qui a éclaté en novembre 2014. Des accords secrets, passés entre plusieurs centaines de multinationales et l'administration luxembourgeoise, dans le but d'échapper à l'impôt ont alors vu le jour. Il a été inculpé le jeudi 23 avril dernier, notamment pour vol domestique et blanchiment. Il est la troisième personne à être incriminée dans le cadre de cette affaire, après Antoine Deltour en décembre dernier et un autre lanceur d'alerte en janvier 2015, dont le nom demeure inconnu.

Lettre à l'ambassadeur du Luxembourg

Les représentant-e-s d'ONG, armé-e-s de sifflets, ont manifesté leur soutien à ces trois hommes, qui risquent actuellement des années de prison pour avoir révélé au monde entier les pratiques fiscales abusives d'entreprises. L'évasion fiscale prive chaque année les pays riches comme les pays en développement de plusieurs centaines de milliards d'euros de recettes fiscales, contribuant à l'aggravation des inégalités. Les cabinets de conseil qui ont facilité le détournement au Luxembourg des profits de ces entre-

prises ne font quant à eux l'objet d'aucune poursuite.

Les ONG ont également remis une lettre à l'ambassadeur du Luxembourg appelant à davantage de transparence des entreprises et à reconsidérer la manière dont sont traités les journalistes et les lanceurs d'alerte qui œuvrent pour la démocratie et pour la liberté, parfois au péril de leur vie.

« Des millions de personnes en Europe mais aussi dans le monde se demandent pourquoi ce sont les lanceurs d'alerte comme Antoine Deltour ou les journalistes comme Édouard Perrin qui sont incriminés et non les entreprises qu'ils ont dénoncées », déclare Lucie Watrinet, chargée de plaidoyer au CCFD-Terre Solidaire et coordinatrice de la Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires.

La manifestation se déroulera au moment même où, au Parlement européen, un débat sur des nouvelles règles de transparence pour les entreprises multinationales est en cours. La commission des affaires juridiques du Parlement européen aura la possibilité d'introduire une obligation pour les entreprises de publier des informations pays par pays.

« Un vote positif serait un premier pas vers de nouvelles régulations européennes. Les citoyens sont en droit d'exiger que les impôts payés par les

multinationales correspondent à la réalité de leurs activités dans les différents pays où elles opèrent », ajoute

Manon Aubry, responsable de plaidoyer Taxes et Inégalités à Oxfam France.

Nous voulons savoir combien les multinationales payent d'impôts



#STOPTaxDodging
GlobalTaxJustice.org

Ci-dessus et en couverture: Des exemples des pancartes utilisées lors de la manifestation à Copenhague ce jeudi après-midi.

TAFTA/TTIP/TISA : haro sur les services financiers !

Etika, ATTAC Luxembourg et le collectif STOP TAFTA Luxembourg invitent à une **conférence-déjeuner, le 19 mai à 12h15** à la salle Rheinsheim (Altrimenti asbl) - 5 avenue Marie-Thérèse, Luxembourg.

Bien que secrètes, les négociations en cours sur le TTIP (pour Transatlantic Trade and Investment Partnership) ou encore le Tafta (pour Transatlantic Free Trade Agreement) entre l'UE et les États-Unis ont attiré l'attention sur elles et ont été à l'origine d'une levée de boucliers de nombreux syndicats et organisations de la société civile pour dénoncer le risque de nivellement par le bas des normes sociales et environnementales en vigueur dans l'UE.

Aline Fares, du réseau Finance Watch basé à Bruxelles, fera une introduction sur les négociations en cours, en analysant les prétendues retombées positives et les risques posées par les mécanismes des tribunaux d'arbitrage privés. Elle abordera ensuite les services financiers, qui ont déjà fait l'objet d'une profonde vague de déréglementation lors des 40 dernières années, avec comme effets désastreux les successions de crises financières, le renforcement des mastodontes bancaires « too big too fail », le rétrécissement du crédit aux entreprises au profit de paris à court terme sur les marchés financiers, etc.

Il s'agira de mettre également en avant une autre négociation en cours, encore plus discrète : Tisa (Trade in Services Agreement). Tisa, le « grand frère » du TTIP se négocie entre 50 pays (contre 28 pour TTIP) et s'intéresse de près aux services financiers : les règles du Tisa pourraient aller plus loin que ce qui est discuté dans le cadre du TTIP en rendant irréversible tout processus de privatisation.

Aline Fares est chargée de coordonner le travail de Finance Watch avec ses membres depuis 2012. Diplômée de HEC Paris, elle bénéficie d'une expérience de plus de neuf ans dans le secteur bancaire. Elle a passée une partie de sa vie au Luxembourg.

La conférence sera suivie d'un déjeuner (sandwiches et boissons) offert par etika. Pour des raisons d'organisation, prière de s'inscrire par courriel via events@etika.lu avant le 18 mai en précisant le nombre de personnes qui assisteront à la conférence et celles qui resteront pour le déjeuner.